

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



PREMIERE COMMISSION
36e séance
tenue le
lundi 9 novembre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 36e SEANCE

Président : M. BAGBENI ADEITO NZENGEYA (Zaïre)

SOMMAIRE

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION ET DECISIONS A PRENDRE A LEUR SUJET (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.1/42/PV.36
13 novembre 1987

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 45.

POINTS 48 A 69 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION ET DECISIONS A PRENDRE A LEUR SUJET

Le PRESIDENT : Ce matin, la Première Commission entamera la phase de prise de décisions sur les projets de résolution portant sur les points de l'ordre du jour consacrés au désarmement, en commençant par les projets de résolution contenus dans le groupe 1 du programme proposé par le Président, c'est-à-dire les projets A/C.1/42/L.5, L.31, L.45, L.51, L.56 et L.75.

Avant que nous nous prononçons sur ces projets de résolution, j'aimerais une fois encore rappeler aux délégations la procédure qui sera suivie lors de cette phase des travaux de la Commission.

Avant que nous prenions des décisions sur les projets de résolution contenus dans un groupe quelconque, je donnerai la parole aux représentants qui souhaitent présenter les projets de résolution contenus dans un groupe quelconque. En ce qui concerne les décisions à prendre sur chacune des catégories, les membres de la Commission auront tout d'abord la possibilité de faire toute déclaration autre qu'une explication de vote; ensuite, je donnerai la parole aux délégations qui désirent expliquer leur position ou leur vote sur chacun ou sur tous les projets de résolution d'un groupe donné. Après que la Commission aura pris une décision, je donnerai la parole aux membres désireux d'expliquer leur position ou leur vote.

J'aimerais demander aux délégations une fois encore de faire, dans la mesure du possible, une seule déclaration sur les projets de résolution d'un groupe déterminé tout en respectant toute autre déclaration ou explication de vote y relative. Je lance donc un appel aux membres des délégations pour qu'ils fassent, dans la mesure du possible, une seule déclaration sur toutes les questions à l'examen.

Avant d'examiner les décisions à prendre sur le groupe 1, je donnerai la parole aux délégations qui sont déjà inscrites sur la liste des orateurs pour la présente réunion.

Auparavant, je donne toutefois la parole au Secrétaire de la Commission.

M. KHERADI (Secrétaire de la Commission) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais informer la Commission que les délégations ci-après se sont portées coauteurs des projets de résolution suivants : A/C.1/42/L.31, Union des Républiques socialistes soviétiques et République socialiste soviétique de Biélorussie;

M. Kheradi

L.51, Cuba; L.55, République arabe syrienne; L.59, République fédérale d'Allemagne; L.69 et L.70, Birmanie; L.73, Sri Lanka; L.74, Congo et Nouvelle-Zélande; et L.76/Rev.1, Pays-Bas.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de Sri Lanka, qui parlera en sa qualité de président du Comité spécial de la Conférence mondiale du désarmement.

M. WIJEWARDANE (Sri Lanka), Président du Comité spécial de la Conférence mondiale du désarmement (interprétation de l'anglais) : J'ai le privilège, en ma qualité de président du Comité spécial de la Conférence mondiale du désarmement ainsi qu'en ma qualité de représentant de Sri Lanka, de présenter, au nom du Burundi, du Pérou, de la Pologne, de l'Espagne et de Sri Lanka, le projet de résolution A/C.1/42/L.53, intitulé "Conférence mondiale du désarmement".

M. Wijewardane

Le projet de résolution reflète les activités résultant de la mise en oeuvre de la résolution 41/61 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1986. Les membres se souviendront que bien que la résolution susmentionnée ait renouvelé le mandat du Comité ad hoc de la Conférence mondiale du désarmement, le Comité ne devait tenir aucune session en 1987, puisque les membres du Comité étaient d'avis que cette façon de procéder contribuerait à améliorer la situation financière des Nations Unies. La résolution 41/61 priait le Président du Comité ad hoc d'engager des consultations avec les représentants d'Etats dotés d'armes nucléaires ainsi qu'avec ceux de tous les autres Etats, afin de se tenir au courant de l'évolution de leur position quant à la convocation d'une conférence mondiale du désarmement. Cette résolution priait également le Secrétaire général de présenter un rapport sur les résultats de ces consultations à l'Assemblée générale à sa quarante-deuxième session. Le rapport du Secrétaire général figure au document A/42/542 et Add.1 dont la Commission est saisie. Le Secrétaire général a fait rapport sur les consultations que j'ai engagées selon le mandat qui m'avait été confié. Je l'ai fait après consultations avec les membres du Bureau du Comité ad hoc le 24 avril 1987. Conformément aux recommandations du Bureau, j'ai adressé une note verbale aux Etats dotés d'armes nucléaires ainsi qu'aux autres membres du Comité, demandant des renseignements sur la position de leur gouvernement sur la convocation d'une conférence mondiale du désarmement.

Le projet de résolution A/C.1/42/L.53, après avoir pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général, prévoit entre autres le renouvellement du mandat du Comité ad hoc et prie le Comité de demeurer en contact étroit avec les représentants des Etats dotés d'armes nucléaires pour se tenir constamment informé de leur position au sujet de la convocation d'une conférence mondiale du désarmement; il le prie également d'examiner toutes observations pertinentes qui pourraient être faites, compte tenu notamment du paragraphe 122 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le projet de résolution prierait également le Comité ad hoc de faire rapport à l'Assemblée générale à l'occasion de sa troisième session extraordinaire consacrée au désarmement et, à cette fin, le projet incorpore dans son dispositif le paragraphe 6 qui

"Prie le Comité ad hoc de tenir en 1988 une session de deux jours pour rédiger et adopter son rapport adressé à l'Assemblée générale lors de la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement."

M. Wijewardane

A titre d'éclaircissement, je tiens à ajouter que les auteurs du projet de résolution ne proposent pas de tenir une seule session de deux jours consécutifs en 1988. La proposition que nous soumettons pour 1988 permettrait au Comité ad hoc de se réunir deux journées non consécutives au cours d'une certaine période, afin que le Comité ad hoc puisse se saisir des aspects organisationnels de ses travaux le premier jour où il se réunira en 1988 pour ensuite, lors d'une deuxième journée, examiner et adopter le rapport à soumettre présenté à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement.

On pourra constater que ce projet de résolution ne prévoit pas expressément d'inclure à l'ordre du jour provisoire de la quarante-troisième session le point intitulé "Conférence mondiale du désarmement" puisque nous nous en remettrions à la troisième session extraordinaire consacrée au désarmement pour qu'elle formule ses propres recommandations en la matière.

Au nom des auteurs je voudrais recommander le projet de résolution A/C.1/42/L.53 pour adoption par consensus.

Je tiens à ce stade à rendre hommage à la coopération et au concours d'Etats Membres qui ont suivi annuellement les délibérations du Comité ad hoc et qui ont accordé leur pleine coopération au Président et au Bureau. Je manquerais à mon devoir si je ne mentionnais pas tout particulièrement l'assistance très compétente que j'ai reçue au cours des délibérations de la part de M. Kazimierz Tomaszewski de la Pologne, en sa qualité de vice-président. En même temps, je tiens à évoquer le travail exemplaire effectué par M. Pablo Barrios, de l'Espagne, qui, en tant que rapporteur, a poursuivi le travail louable entrepris par son collègue M. Arturo Laclaustra qui, en raison d'une nouvelle affectation, a dû renoncer au poste de rapporteur du Comité.

Au nom du Comité ad hoc, je désire remercier une fois de plus notre secrétaire, M. S. Kheradi, qui occupe ces fonctions depuis longtemps, ainsi que son assistant, M. Zaleski, et les autres membres du Secrétariat, surtout les membres du Département des affaires du désarmement qui, avec l'efficacité qui leur est coutumière et beaucoup de courtoisie, ont grandement facilité ma tâche ainsi que celle du Bureau.

Le PRESIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède qui va introduire le projet de résolution A/C.1/42/L.40.

M. EKEUS (Suède) (interprétation de l'anglais) : Je présente le projet de résolution A/C.1/42/L.40 portant sur les "Armements navals et désarmement". Je le fais au nom des délégations de l'Australie, de l'Autriche, de la Chine, de la Finlande, de la France, de l'Islande, de l'Indonésie, du Mexique, du Pérou, de Sri Lanka, de la Yougoslavie et de mon propre pays, la Suède.

L'année dernière, l'Assemblée générale a rappelé la demande qu'elle avait adressée en 1985 à la Commission du désarmement, pour que celle-ci examine les questions traitées dans l'étude des Nations Unies sur la course aux armements navals (A/40/535) en vue de faciliter l'identification de mesures possibles dans le domaine de la réduction des armements navals et du désarmement, dans le contexte des progrès accomplis en vue d'un désarmement général et complet, ainsi que de mesures propres à accroître la confiance dans ce domaine. Ce faisant, la Commission du désarmement était priée de tenir également compte de toute autre proposition pertinente.

Au cours de sa session de 1987, la Commission du désarmement a poursuivi son examen de cette question. Les réunions qui se sont tenues ont abouti à un certain nombre de conclusions et de recommandations quant au fond de la question. Celles-ci font l'objet d'un document de travail du Président (A/CN.10/102), qui a reçu l'aval de toutes les délégations parties aux consultations et qui, à leur avis, pourrait constituer la base de travaux futurs en la matière. Dans ce contexte, je voudrais à nouveau présenter tous nos remerciements à l'Ambassadeur Ali Alatas, de l'Indonésie, qui a dirigé ces consultations dans le cadre de la Commission du désarmement.

Je voudrais également citer le passage suivant du document en question, qui présente le résultat des travaux de cette année sur la question :

"Les participants ont réaffirmé que les éléments importants et les principes qui avaient été identifiés dans le document issu des consultations organisées en 1986 (A/CN.10/83) demeuraient valables et fournissaient une base sérieuse pour un examen plus approfondi de la question. Il a été reconnu, il est dit dans le Document final de la dixième session extraordinaire, que s'agissant d'atteindre les objectifs du désarmement nucléaire, tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux d'entre eux qui possédaient les

M. Ekeus (Suède)

arsenaux militaires les plus importants avaient une responsabilité spéciale à cet égard, et que les Etats qui possédaient les arsenaux militaires les plus importants avaient une responsabilité particulière pour ce qui est de poursuivre le processus de réduction des armements classiques : ces principes étaient également applicables à la dimension navale de la course mondiale aux armements et aux questions s'y rapportant." (A/CN.10/102, par. 5)

M. Ekeus (Suède)

"On a reconnu que, comme le mentionne l'Etude sur la course aux armements navals, les forces navales n'étaient pas indépendantes des autres forces militaires et devaient être considérées dans le contexte militaire général. Il n'existait pas d'équilibre ou de parité navale indépendante. De même, la réduction des forces navales nucléaires et des forces navales non nucléaires s'inscrivait dans le cadre du désarmement nucléaire et du désarmement classique, respectivement; elle devrait donc suivre les conceptions générales des activités de désarmement nucléaire et classique.

On a généralement admis qu'à ce stade, des mesures propres à accroître la confiance de divers types, dans le contexte tant mondial que régional, se prêteraient davantage à un examen approfondi et à une négociation éventuelle dans les instances compétentes. Il a été reconnu que la liberté de navigation était un élément fondamental de l'environnement maritime mondial, tant militaire que non militaire, et que des mesures propres à accroître la confiance dans le domaine naval devraient être conformes au droit de la mer en vigueur.

A cet égard, on a suggéré des initiatives qui pourraient être utiles, à savoir : application des actuelles mesures propres à accroître la confiance aux mers et aux océans, spécialement dans les zones où se trouvent les routes maritimes les plus fréquentées; notification préalable des activités navales; invitation faite à des observateurs à assister aux exercices et aux manoeuvres navals; limitation du nombre ou du champ des exercices navals dans certaines régions; échange de données sur les questions navales; plus grande franchise au sujet des questions navales en général; strict respect des mesures maritimes en vigueur destinées à accroître la confiance.

On a estimé qu'il faudrait envisager de négocier un accord multilatéral sur la prévention des incidents en mer au-delà des eaux territoriales, qui viendrait s'ajouter aux accords existants. Un accord multilatéral de ce type devrait être formulé de telle façon qu'il réponde aux besoins de toutes les nations intéressées pour ce qui est de renforcer la sécurité en mer sans pour autant diminuer la liberté traditionnelle de navigation.

Plusieurs participants ont souligné les avantages qui pourraient découler des aspects maritimes des propositions actuelles tendant à créer des zones de paix dans certaines régions, de même que d'événements récents comme la

M. Ekeus (Suède)

déclaration par l'Assemblée générale d'une zone de paix et de coopération dans l'Atlantique sud. Il a été pris note des positions des participants sur la question.

On a débattu en outre de la question de savoir s'il était possible d'actualiser certaines lois existantes de la guerre maritime. A cet égard, on a particulièrement évoqué la possibilité de mettre à jour la Convention de La Haye No VIII de 1907, relative à la pose de mines sous-marines automatiques de contact, et celle de poursuivre l'élaboration du droit international concernant les zones interdites, au égard en particulier à la sécurité des navires non belligérants s'adonnant à des activités maritimes pacifiques. Ces questions devaient faire l'objet d'un examen approfondi dans les instances compétentes.

Lors de l'examen des mesures possibles, on a estimé qu'un utile moyen de classer ces mesures était d'identifier les objectifs ou les fins qu'elles visaient. A cet égard, des objectifs tels que la sécurité en temps de paix, la sécurité des activités non militaires en mer et la sécurité du littoral pourraient être atteints grâce à des mesures propres à accroître la confiance efficaces et pertinentes.

Il a été reconnu que les effets nuisibles que pouvait avoir un conflit en mer sur la liberté de navigation et sur les autres utilisations de la mer, conformément au droit international en vigueur, pour les Etats neutres ou les autres Etats qui n'étaient pas parties à un conflit en cours, avaient été amplement démontrés ces dernières années. Le maintien de la liberté de navigation et des autres utilisations de la mer était un important objectif pour tous les Etats neutres et tous les autres Etats qui n'étaient pas parties à ces conflits.

La prolifération des armes nucléaires en mer, particulièrement l'aspect de dispersion géographique de ces armes, préoccupe de plus en plus de nombreux Etats. Il a été reconnu que les armes stratégiques nucléaires font déjà pour la plupart l'objet de négociations bilatérales. On a exprimé l'opinion que les Etats devraient s'intéresser rapidement à l'adoption de mesures efficaces visant à réduire le nombre et le déploiement des armes nucléaires tactiques, mais certains participants ont fait observer que ces armes ne pouvaient pas être considérées indépendamment de l'équilibre militaire général.

M. Ekeus (Suède)

Les participants ont estimé que la Commission du désarmement devrait examiner plus avant la question des armements navals et du désarmement lors de sa prochaine session consacrée aux questions de fond." (A/CN.10/102, par. 5 à 15)

Voilà qui termine ma présentation du rapport de la Commission du désarmement des Nations Unies.

Le projet de résolution A/C.1/42/L.40 est de nature procédurale. Il prie la Commission du désarmement de poursuivre, à sa prochaine session de 1988, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Armements navals et désarmement", l'examen quant au fond de la question et de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa quarante-troisième session au plus tard, de ses délibérations et recommandations.

Au nom de ma délégation et de tous les auteurs, j'espère que ce projet de résolution recevra le plein appui de la Commission.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui trois projets de résolution dont la délégation du Mexique est coauteur avec diverses autres délégations que je nommerai dans chaque cas.

Le premier de ces trois projets concerne la Campagne mondiale pour le désarmement et fait l'objet du document A/C.1/42/L.50. Il est parrainé par les délégations des dix pays suivants : Bangladesh, Egypte, Indonésie, Pakistan, Pérou, Sri Lanka, Suède, Venezuela, Yougoslavie et Mexique.

Le projet de résolution commence par rappeler, au premier alinéa du préambule, que, dans le Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée a déclaré

"essentiel que non seulement les gouvernements mais aussi les peuples du monde reconnaissent et comprennent les dangers inhérents à la situation actuelle et souligné qu'il importe de mobiliser l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement."

Dans les trois alinéas suivants du préambule, il est fait référence aux principales résolutions adoptées par l'Assemblée sur la question - au nombre de sept - ainsi que des principaux rapports du Secrétaire général - au nombre de sept également - relatifs à la même question.

M. Garcia Robles (Mexique)

Les neuf paragraphes du dispositif de ce projet de résolution n'exigent pas l'explication et je me contenterai par conséquent d'en recommander la lecture et de rappeler une fois de plus la déclaration formulée par le Secrétaire général, à savoir que la coopération de tous les Etats

"implique que des fonds suffisants soient fournis et que, par conséquent, le critère d'universalité vaut également pour les annonces de contributions, une campagne qui ne bénéficierait pas d'une participation et d'un financement à l'échelle mondiale pouvant difficilement être réalisée conformément à ce principe."

M. Garcia Robles (Mexique)

C'est sans doute pour cela que dans le projet de résolution, l'on :

"regrette à nouveau que la plupart des Etats qui dépensent le plus pour leurs armements n'aient, jusqu'à présent, versé aucune contribution financière à la Campagne mondiale pour le désarmement." (A/C.1/42/L.50, par. 4)

Ces Etats, de même que ceux qui n'ont pas encore annoncé de contribution volontaire, auront la possibilité de le faire au cours de la sixième Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement qui aura lieu au cours de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, tel que cela est prévu au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution.

Le deuxième des trois projets dont j'ai parlé au début de ma déclaration figure au document A/C.1/42/L.57 qui traite de l'"Application de la résolution 41/60 I de l'Assemblée générale relative au gel des armements nucléaires" et a pour coauteurs cinq délégations : Indonésie, Pakistan, Pérou, Suède et Mexique.

Comme le projet précédent, le contenu de ce projet se passe de commentaires car il suffit de le lire attentivement pour le comprendre. Je me limiterai donc à souligner, comme il est dit clairement dans le Document final de 1978 et comme cela est rappelé au préambule du projet,

"les arsenaux nucléaires existants sont plus que suffisants pour détruire toute vie sur la Terre." (A/C.1/42/L.57)

Il est bon de rappeler aussi que :

"le gel des armements nucléaires, sans être une fin en soi, serait initialement le meilleur moyen d'empêcher que l'accroissement et le perfectionnement des armements nucléaires existants ne se poursuivent pendant la durée des négociations." (A/C.1/42/L.57)

Et enfin, il est également dit dans ce projet :

"l'application des systèmes de surveillance, de vérification et de contrôle déjà convenus dans certains cas suffirait à garantir raisonnablement le strict respect des engagements pris en vue du gel des armements nucléaires."

(A/C.1/42/L.57)

Le troisième et dernier des projets de résolution que j'ai mentionnés concerne le point 66 n) de l'ordre du jour intitulé "Programme global de désarmement" qui figure au document A/C.1/42/L.51 et qui est parrainé par les 12 délégations

M. Garcia Robles (Mexique)

suivantes : Algérie, Argentine, Australie, Bangladesh, Indonésie, Pakistan, Pérou, Sri Lanka, Suède, Venezuela, Yougoslavie et Mexique. A ces pays, il faut ajouter, comme le Secrétaire du Comité l'a annoncé, la délégation de Cuba.

Le projet de résolution est très bref, dans son dispositif il n'y a que deux paragraphes. Dans le premier, l'on regrette que la Conférence du désarmement n'ait pu achever l'élaboration du programme global de désarmement en 1987, qui lui aurait permis de présenter un projet à la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Dans le deuxième paragraphe du dispositif l'on :

"Prie instamment la Conférence du désarmement de reprendre, au début de sa session de 1988, les travaux d'élaboration du programme global de désarmement en vue de résoudre les questions en suspens et de conclure les négociations sur le programme à temps voulu pour que celui-ci soit présenté à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et, à cette fin, de rétablir son Comité spécial sur le programme global de désarmement." (A/C.1/42/L.51)

En présentant à la Conférence du désarmement le rapport du Comité ad hoc sur cette question en ma qualité de président de ce comité, le 27 août dernier, en reprenant la recommandation formulée par ce comité, qui était la même que celle figurant au deuxième paragraphe du projet de résolution que je viens de citer, j'ai dit ce qui suit :

"Pour que cette recommandation puisse mener à l'objectif poursuivi, il est de mon devoir de dire sans hésitation qu'il serait indispensable que certains des membres du Comité, et que dans certains cas il ne s'agit que d'un ou deux de ses membres, modifient la ligne de conduite qu'ils ont suivie tout au cours des travaux de la Conférence qui est sur le point de se terminer. Cette ligne de conduite a donné pour résultat entre autres, 35 paires de crochets dans le rapport présenté par le Comité ad hoc sur le programme global de désarmement que la Conférence doit transmettre à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session dans le document CD/728 du 26 août 1986, qui a servi de base à nos travaux, loin de diminuer, avait augmenté et pouvait être pratiquement multiplié par trois, le projet que je présente maintenant comporte donc 97 paires de crochets."

M. Garcia Robles (Mexique)

Les auteurs du projet de résolution A/C.1/42/L.51, que je viens de présenter, sont persuadés que les circonstances actuelles permettent à la Première Commission d'adopter à l'unanimité ce projet pour prouver que ce n'est pas en vain qu'il y a un point de l'ordre du jour à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, le point 11, consacré entièrement au programme global de désarmement.

M. DUMEVI (Ghana) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait proposer un amendement au paragraphe 1 du dispositif, alinéa a) du projet de résolution A/C.1/42/L.76/Rev.1.

Toutefois, avant de le faire, je voudrais émettre une brève observation sur le projet dans son ensemble. Nous pensons, comme cela a été dit éloquemment dans les déclarations de plusieurs délégations, qu'il faudrait rationaliser les méthodes de travail de la Première Commission.

M. Dumevi (Ghana)

Nous appuyons également l'idée selon laquelle la Commission, en tant qu'organe de délibération chargé d'examiner les questions du désarmement et de la sécurité, devrait aborder ses travaux de manière beaucoup plus directe. Dans la déclaration qu'elle a faite à la Commission le 15 octobre, la délégation du Ghana a souligné avec force détails cette préoccupation et a déclaré notamment que, dans l'intérêt d'une plus grande efficacité de la Commission, la question de la prolifération des résolutions devrait être examinée sérieusement; à cette fin nous avons appuyé l'idée selon laquelle les résolutions devraient être regroupées, et ce qu'avait commencé à faire cette commission il y a plusieurs années devrait être poursuivi.

Cependant, la délégation du Ghana pense que ce faisant nous n'avons pas besoin de reprendre les mêmes résolutions qui, à notre avis, étaient liées à certains points que nous avons laissé de côté parce qu'ils présentaient des difficultés pour certaines délégations. En fait, nous ne pensons pas que le meilleur moyen d'améliorer les méthodes de travail de la Première Commission soit de s'engager dans un processus qui conduirait à supprimer certains points inscrits à l'ordre du jour. Nous estimons que cette approche revient en fait à ne pas assumer nos responsabilités.

Par conséquent, la délégation du Ghana propose l'amendement suivant au sous-paragraphe a) du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.1/42/L.76/Rev.1 : mettre un point-virgule après le mot "apparentées" et supprimer le reste du sous-paragraphe. Le sous-paragraphe se lirait donc de la manière suivante :

"Rationaliser l'ordre du jour de la Première Commission en regroupant ou en fondant, dans la mesure du possible, les questions apparentées;"

Pour terminer, je tiens à dire que ma délégation est prête à avoir des consultations avec les coauteurs du projet de résolution A/C.1/42/L.76/Rev.1 s'ils le jugent bon.

Le PRESIDENT : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution du groupe 1.

A cet effet, je donnerai d'abord la parole aux différentes délégations qui souhaiteraient faire des déclarations autrement que pour expliquer leur position sur les différents projets de résolution de ce premier groupe.

M. TEJA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je souhaiterais faire quelques commentaires sur le point 66 a) et b) de l'ordre du jour concernant les rapports de la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement, qui figurent dans les documents A/42/42 et A/42/27 respectivement.

A la Commission du désarmement des Nations Unies cette année, si l'ordre du jour était plus long, le temps qui nous a été imparti le fut moins. C'est avec beaucoup de regret que nous devons constater qu'une fois de plus nous n'avons pas pu achever nos travaux sur le point de l'ordre du jour concernant l'examen des différents aspects de la course aux armements, notamment la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, afin d'accélérer les négociations sur l'élimination réelle du danger de guerre nucléaire, ni élaborer une approche générale concernant les négociations sur le désarmement nucléaire et classique dans le cadre du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et conformément aux priorités qui y sont établies.

Sur certaines autres questions relatives à la réduction des budgets militaires et à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, les progrès n'ont pas été satisfaisants.

Dans ces conditions, étant donné que le temps dont dispose la Commission du désarmement des Nations Unies est limité, il lui sera difficile de traiter de manière appropriée les questions si l'on ne cesse d'ajouter d'autres points à l'ordre du jour de la Commission. En même temps, il est clair que la Commission du désarmement, en tant qu'organe délibérant, doit examiner les questions prioritaires telles qu'elles sont définies dans le Document final, même si leur solution n'est pas facile.

Cette année, le groupe de projets de résolution le plus important porte sur les questions nucléaires : la cessation de la course aux armements nucléaires, le désarmement nucléaire, l'interdiction des essais d'armes nucléaires, l'interdiction d'une guerre nucléaire, etc. Le fait de mettre l'accent sur ce point montre de manière très claire les priorités que nous devons attacher à ces questions, tant à la Commission du désarmement des Nations Unies qu'à la Conférence du désarmement.

Cependant, une fois de plus, la Conférence du désarmement n'a pas été en mesure de créer de comité spécial sur l'un des points de l'ordre du jour concernant les armes nucléaires. Nous espérons qu'après l'échange de vues officieux sur la

M. Teja (Inde)

cessation de la course aux armements nucléaires en 1986, il aurait été possible d'examiner la question dans le cadre plus approprié d'un comité spécial, mais cela ne s'est pas révélé possible. Ma délégation estime que vouloir créer des structures officieuses sans mandat pour négocier revient à faire en sorte que la Conférence du désarmement n'assume pas les obligations qui lui ont été imposées et ne joue pas son rôle de seul organe de négociation bilatéral.

En même temps, la course aux armements s'est poursuivie sans relâche et menace maintenant de s'étendre à l'espace extra-atmosphérique. Une nouvelle catégorie d'armes qui tend à éliminer la distinction entre les armes classiques et nucléaires en utilisant des techniques très perfectionnées va faire son apparition au cours des 10 prochaines années. Dans ces conditions, il est impératif que nous redoublions d'efforts pour faire en sorte que les priorités établies en 1978 soient maintenues et que la Commission du désarmement des Nations Unies comme la Conférence du désarmement travaillent efficacement pour assumer les responsabilités qui leur ont été confiées par l'Assemblée générale.

Dans un monde où l'avenir de toutes les nations est de plus en plus interdépendant, il est normal que le maintien de la paix et de la sécurité internationales ne puisse être assuré que par une responsabilité et une action collectives. Ma délégation espère que cela nous permettra de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous sommes trouvés récemment à la Commission du désarmement des Nations Unies et à la Conférence sur le désarmement sur certains points cruciaux.

Le PRESIDENT : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position avant qu'une décision soit prise.

M. MADSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Je prends la parole au nom des 12 Etats membres de la Communauté européenne pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/42/L.56, intitulé "Réduction des budgets militaires". Les Douze ont déjà parlé de ce point de l'ordre du jour le 28 octobre et je voudrais simplement faire quelques observations.

M. Madsen (Danemark)

Les Douze appuient le projet de résolution. Ils ont grandement contribué aux négociations à la Commission du désarmement et ont toujours appuyé les efforts déployés pour parvenir à un accord sur des principes qui devraient réqir toute action future des Etats en matière de gel et de réductions des dépenses militaires. En conséquence, nous appuyons la demande qui figure au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.1/42/L.56 où il est dit que la Commission du désarmement devrait poursuivre l'examen de la question et, dans ce contexte, achever lors de sa session de fond de 1988 ses travaux sur le dernier paragraphe en suspens.

Comme l'ont déclaré les Douze à plusieurs reprises, il est essentiel que les principes de la transparence et de la comparabilité soient acceptés par toutes les parties à n'importe quelle négociation, avant qu'elles puissent négocier vraiment le gel et la réduction des budgets militaires. L'élaboration de méthodes convenues de mesure et de comparaison des dépenses militaires de différentes périodes et entre différents pays représentant des régions diverses et différents systèmes de budgétisation est une condition sine qua non si l'on veut parvenir à un accord sur la réduction des budgets militaires.

L'instrument de publication des Nations Unies établi par la résolution 35/142 B de l'Assemblée générale fournit un cadre permettant aux Etats de donner des informations sur leurs dépenses militaires sous une forme normalisée. Nous notons avec satisfaction que depuis 1986 cinq autres Etats se sont ajoutés à ceux qui ont participé à cet exercice d'établissement des rapports. Pour une plus grande transparence et une meilleure comparabilité, nous demandons à tous les Etats de bien vouloir participer au système de publication normalisé.

Nous espérons que la Commission des Nations Unies pour le désarmement pourra mettre la dernière main à des projets de principes à sa session de 1988 pour résoudre les questions encore en suspens concernant les principes de la transparence et de la comparabilité. Nous pensons que la Commission du désarmement achèvera cette question à temps et pourra transmettre ses recommandations à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les Douze pensent qu'il est important que cette question soit incluse à l'ordre du jour de la prochaine session extraordinaire.

Le PRESIDENT : S'il n'y a plus d'orateurs qui souhaitent expliquer leur vote avant le scrutin, nous allons trancher sur les différents projets de résolution du groupe 1.

Au titre du point 62 a) de l'ordre du jour, intitulé "Désarmement général et complet", nous sommes saisis du projet de résolution A/C.1/42/L.5, intitulé "Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant de la Hongrie au cours de la 24e séance de la Première Commission, le 28 octobre 1987. Les auteurs de ce projet de résolution sont l'Australie, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon et la Suède.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission puisse l'adopter sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons au point 53 de l'ordre du jour, intitulé "Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou frappant sans discrimination". Le projet de résolution présenté au titre de ce point porte la cote A/C.1/42/L.31. Il a été présenté par le représentant de la Suède au cours de la 34e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1987. Les auteurs de ce projet de résolution sont les suivants : Australie, Autriche, Belgique, Cuba, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède, Viet Nam, Yougoslavie, République socialiste soviétique de Biélorussie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans vote. Si je n'entends pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au point 66 a) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire". Le projet de résolution présenté au titre de ce point porte la cote A/C.1/42/L.45; il est intitulé

Le Président

"Rapport de la Commission du désarmement" et a été présenté par le représentant de la Bulgarie au cours de la 25e séance de la Première Commission, le 29 octobre 1987. Les coauteurs de ce projet sont les suivants : Autriche, Bangladesh, Bulgarie, Cameroun, Canada, Danemark, Jordanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Uruguay et Venezuela.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission puisse l'adopter sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au point 66 n) de l'ordre du jour, intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire". Le projet de résolution porte la cote A/C.1/42/L.51; il est intitulé "Programme global de désarmement". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Mexique à la présente séance de la Première Commission. Les auteurs de ce projet de résolution sont les suivants : Algérie, Argentine, Australie, Bangladesh, Cuba, Indonésie, Mexique, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Venezuela et Yougoslavie.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au point 60 de l'ordre du jour, "Réduction des budgets militaires". Le projet de résolution porte la cote A/C.1/42/L.56. Il a été présenté par le représentant de la Roumanie au cours de la 31e séance de la Première Commission, le 3 novembre 1987. Les auteurs de ce projet sont les pays suivants : Bangladesh, Indonésie, Irlande, Nigéria, Pérou, Roumanie, Sénégal, Suède et Uruguay.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons au point 62 i) de l'ordre du jour sous le titre "Désarmement général et complet". Le projet de résolution porte la cote A/C.1/42/L.75 sous le titre "Examen du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement".

Ce projet de résolution a été introduit par le représentant du Cameroun au cours de la 32e séance de la Première Commission, le 4 novembre dernier. Les auteurs de ce projet sont les pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Antigua-et-Barbuda, Australie, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, République centrafricaine, République dominicaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Vanuatu, Zaïre, Zambie.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé une fois de plus le souhait qu'il soit adopté sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous avons ainsi terminé le vote sur le premier groupe des projets de résolution.

Je vais donner la parole aux délégations qui veulent expliquer leur position après l'adoption du projet de résolution.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : J'ai été très heureuse de pouvoir m'associer au consensus sur le projet de résolution A/C.1/42/L.45 qui traite du rapport de la Commission du désarmement des Nations Unies. Ma délégation prend une part active aux travaux de la Commission et s'est félicitée, au cours de ces dernières années, du réalisme croissant qui a marqué ses travaux.

Je voudrais faire une observation particulière sur le paragraphe 8 du projet de résolution. Mon gouvernement estime que la demande de "mise à disposition ... de tous les services d'interprétation et de traduction" ne doit pas être interprétée comme signifiant que chaque réunion officielle tenue pendant la session

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

devrait bénéficier de ces services. De plus, il est évident désormais que l'absence de comptes rendus sténographiques n'a en rien entravé les travaux de la Commission et il n'y a donc pas lieu de prévoir que ce service soit repris.

Le PRESIDENT : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution contenus dans le groupe 2, à l'exception du projet de résolution qui porte la cote A/C.1/42/L.36, qui continue de faire l'objet de consultations. Dans ce groupe, nous examinerons donc les projets A/C.1/42/L.44 et A/C.1/42/L.59.

Comme aucune délégation ne souhaite expliquer sa position ou faire de déclaration avant que nous nous prononcions sur les projets de résolution du groupe 2, nous allons immédiatement prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/42/L.44, présenté dans le cadre du point 66 m) et intitulé "Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire : application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire; la vérification sous tous ses aspects". Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Canada au cours de la 30e séance de la Première Commission, le 3 novembre dernier.

Les auteurs de ce projet sont : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Botswana, Bulgarie, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Islande, Italie, Japon, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Samoa, Singapour, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie et Uruguay.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission adopte ce projet de résolution sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons au point 62 de l'ordre du jour "Désarmement général et complet". Le projet de résolution sur ce point, intitulé "Respect des accords de limitation des armements et de désarmement", est contenu dans le document A/C.1/42/L.59. Ce projet a été présenté par le représentant des Etats-Unis d'Amérique au cours de la 26e séance de la Première Commission, le 30 octobre dernier.

Le Président

Les auteurs de ce projet sont les pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Australie, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Equateur, Espagne, Etats-unis d'Amérique, France, Grèce, Islande, Italie, Japon, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Uruguay et Zaïre.

Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait de le voir être adopté par la Commission sans vote. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution du groupe 3. Nous commencerons par voter sur le projet de résolution A/C.1/42/L.4, présenté au titre du point 55 de l'ordre du jour : "Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires". Le projet de résolution a été présenté par le représentant du Pakistan au cours de la 35e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1987. Le Pakistan est le seul auteur de ce projet de résolution.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Philippines, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Brésil, Etats-Unis d'Amérique, Inde.

Par 122 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : La Première Commission va à présent prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/42/L.19, présenté au titre du point 54 de l'ordre du jour intitulé "Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'armes nucléaires". Le projet de résolution a été présenté par le représentant de la Bulgarie à la 33e séance de la Première Commission, le 4 novembre 1987. Il a pour auteurs les pays suivants : Afghanistan, Angola, Bulgarie, Ethiopie, Mongolie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yémen démocratique.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbađe, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sri Lanka, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

S'abstiennent : Argentine, Autriche, Birmanie, Brésil, Chili, Chine, Costa Rica, Grèce, Irlande, Israël, Jamaïque, Malte, Soudan, Suède, Uruguay.

Par 87 voix contre 18, avec 15 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Argentine qui souhaite expliquer son vote.

M. CAPPAGLI (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : Cette année, la délégation de l'Argentine a voté pour le projet de résolution A/C.1/42/L.4 relatif à la "Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires".

La décision du Gouvernement argentin, telle qu'exprimée par le Président Alfonsín à la Conférence du désarmement, de ne pas fabriquer d'armes nucléaires et de n'utiliser l'énergie nucléaires qu'à des fins pacifiques est bien connue. Cette décision définitive fait que l'Argentine est en droit de demander aux Etats dotés d'armes nucléaires de s'engager à donner la garantie inconditionnelle de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser ces armes contre les Etats qui ont déclaré ne pas posséder d'armes nucléaires et n'avoir pas l'intention d'en acquérir.

La délégation argentine s'efforcera, au sein de la Conférence du désarmement, de faire en sorte que soient élaborés au plus tôt des arrangements internationaux dans ce sens.

Nous nous sommes abstenus lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/42/L.19 car ce dernier, au lieu de traiter exclusivement des garanties négatives, aborde des problèmes sans rapport avec la question qui nous occupe.

Le PRESIDENT : Je propose que, cet après-midi, la Première Commission prenne une décision sur les projets de résolution des groupes 4 et 5.

La séance est levée à midi.